

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
3 avenue des Langories  
26000 VALENCE

Valence, le 27/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SARP CENTRE EST**

42 Av de PROVENCE  
26000 VALENCE

Références : 20220427-RAP-DAEN0324

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2022 dans l'établissement exploité par la société SARP CENTRE EST, implanté 42 Av de PROVENCE 26000 VALENCE. L'inspection a été annoncée le 23/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARP CENTRE EST
- 42 Av de PROVENCE 26000 VALENCE
- Code AIOT dans GUN : 0006102611
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'exploitation du site a été initialement autorisée par arrêté préfectoral du 18 mars 1985. Ses activités sont :

- le stockage temporaire de déchets en phase liquide constitués, d'un mélange d'eau, de boues et d'hydrocarbures pompés dans les égoûts ;
- le stockage temporaire de déchets en phase solide constitués, de boues et d'hydrocarbures. Ils sont stockés dans une fosse couverte et mélangés à de la sciure pour éviter les odeurs.

Seuls, les conducteurs de la société SARP Centre Est, le Responsable d'exploitation et le Directeur de l'agence, interviennent dans le site.

## Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- - Protection contre la foudre (arrêté ministériel du 04/10/2010) ;
- - Protection contre les intrusions (clôture, portail cadenassé,...). L'astreinte a également été abordée.
- - Installations électriques et mises à la terre ;
- - Moyens de lutte contre un incendie (extincteurs adaptés, entretenus, vérifiés...) ;
- - Rétention ;
- - Traitement des rejets liquides.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**La fiche de constats suivante est susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Action à mener
Risques électriques	Arrêté Préfectoral du 18/03/1985, article Points VII-3, VII-7.4 et VII-7.5 de l'annexe	Gommer 3 non conformités relevées. <u>Sous un mois</u> : L'exploitant présentera à l'inspection le document montrant que l'action corrective a bien été menée.

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Action à mener
Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	
Clôture	Arrêté Préfectoral du 18/03/1985, article Point II-2 de l'annexe	
Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/03/1985, article Points VII-4 et VIII-2 de l'annexe	
Rétentions	Arrêté Préfectoral du 18/03/1985, article Point VIII-2 de l'annexe	Le fond de la rétention façonnée de la cuve, au pied des parois, présente des fissures faisant craindre un problème d'étanchéité.  Un contrôle de cette étanchéité est donc nécessaire, l'exploitant présentera à l'inspection les résultats du contrôle <u>sous un mois</u> .

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Action à mener
Décantation des eaux avant rejet	Arrêté Préfectoral du 18/03/1985, article Point IX de l'annexe	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site, de taille modeste, est entouré de murs et muni d'un portail cadenassé. Aucune anomalie significative n'a été découverte dans le cadre de la visite effectuée.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> « Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.  « L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.  « Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.  « Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente une analyse du risque foudre du site réalisée le 2 septembre 2014 par l'APAVE : Elle conclut que la structure du site (cuve de transit d'eau contenant des hydrocarbures composée de 5 compartiments, d'un volume global de 45 m3) ne nécessite pas de protection particulière.  Il n'y a pas nécessité de faire réaliser une étude technique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### Nom du point de contrôle : Clôture

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/1985, article Point II-2 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque d'intrusion
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est totalement entouré d'une clôture résistante.
<b>Constats :</b> Le site est entouré d'un mur en bon état. Le portail d'accès occulte totalement l'intérieur du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Risques électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/1985, article Points VII-3, VII-7.4 et VII-7.5 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Electrification-Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation électrique et le matériel utilisé seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Le matériel électrique devra en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé. (...) Le contrôle devra porter sur l'état du matériel et sur son choix.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente un rapport de vérification des installations électriques réalisé le 15 mars 2022 par l'APAVE. Il montre la nécessité de mener des actions correctives pour gommer 3 non conformités : 1 au niveau du coffret du dépôt, et 2 au niveau du transformateur de tension.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/1985, article Points VII-4 et VIII-2 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement devra disposer, au moins, de deux extincteurs à poudre de type 55, et d'un extincteur à anhydride carbonique. Il sera disposé une réserve de sable à l'état meuble et sec, et une pelle de projection.
<b>Constats :</b> Les 3 extincteurs sont en place dans le site, ils datent de 2022, celui situé le plus près du tableau électrique est à anhydride carbonique.  La réserve de sable est aperçue, ainsi qu'une pelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/1985, article Point VIII-2 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déversements accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Cuvette de rétention étanche et maintenue propre, de capacité réglementaire : Pour le stockage des hydrocarbures et le dispositif de déchargement – chargement L'aire de dépotage sera aménagée de telle sorte qu'à la suite d'un incident, les liquide répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.
<b>Constats :</b> L'unique cuve aérienne de stockage des hydrocarbures mélangés à de l'eau se compose de 5 compartiments : 4 ont une capacité de 10 mcube et une, de 5 mcube, ce qui conduit à un total de 45 mcube.  Cette cuve se trouve à l'intérieur d'une rétention façonnée. Le fond de cette rétention, au pied des parois, présente des fissures faisant craindre un problème d'étanchéité.  Un contrôle de cette étanchéité est donc nécessaire.  L'aire de déchargement – chargement des camions est étanche. Les eaux pluviales ou déversements accidentels au niveau de cette aire sont dirigés vers le décanteur-séparateur à hydrocarbures du site.  L'exploitant précise que 2 véhicules ADR pénètrent dans ce site : Un camion semi-remorque citerne récent, et un camion citerne de grande capacité 26 tonnes, de la société SARP.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Décantation des eaux avant rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/1985, article Point IX de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Le décanteur sera régulièrement vidangé, suivant une périodicité qui n'excédera pas un an. Le décanteur sera recouvert d'un plancher étanche, avec éventuellement un évent à siphon. Le décanteur sera désaffecté dès la mise en service dans la région valentinoise d'une installation spécifique correspondante.
<b>Constats :</b> L'exploitant précise que le rejet du site est relié depuis plusieurs années au réseau de collecte des eaux usées de la ville de Valence ; en conséquence, il n'y a plus de décanteur.  L'exploitant présente un bordereau de suivi de déchets datant du 20 décembre 2021, relatif à 4 tonnes de déchets liquides (eaux hydrocarburées) collectées à l'intérieur du site, traitées chez SIRA (SARP Industries RHÔNE ALPES) à CHASSE SUR RHÔNE (38 670).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Par ailleurs, l'inspection a demandé à l'exploitant s'il y a des intrusions dans le site. L'exploitant a précisé qu'il n'y a pas eu de constatation de trace d'intrusion jusqu'à présent.

La société SARP Centre Est est accessible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 : Le numéro de téléphone (06 07 45 30 87) est affiché à l'extérieur, à l'entrée du site. Un chauffeur est en effet toujours disponible pour aller dépanner un client (débouchage d'égoûts), il pourrait bien-sûr intervenir dans le site en cas de nécessité. Le chauffeur d'astreinte est en liaison avec le Responsable d'exploitation et le Directeur d'Agence.

L'exploitant présente un planning d'astreinte des chauffeurs de son agence pour les semaines du 28 février 2022 au 25 juillet 2022.